

Femmes et personnes issues de la migration dans les mini-publics délibératifs

Lisa Levy, UNIGE

Nina Steffen, UZH

Nenad Stojanović, UNIGE/ZDA

Matteo Pal, UNIGE/ZDA

Francesco Veri, ZDA

Depuis 2019 (projet pilote « Demoscan Sion »), une douzaine de panels citoyens (ou mini-publics délibératifs) ont été organisés en Suisse, dans toutes les régions linguistiques et à tous les niveaux de gouvernement. Les participant·e·s étaient des citoyen·ne·s ordinaires, tiré·e·s au sort à partir des registres officiels de la population. Un résultat inattendu de ces expériences: l'intérêt très marqué des femmes et des personnes issues de l'immigration pour ce dispositif, malgré leur sous-représentation bien documentée dans les élections et les institutions politiques. Ce phénomène reste peu étudié dans la littérature sur la démocratie délibérative. Pour mieux le comprendre, nous avons mobilisé plusieurs modèles explicatifs issus de théories de l'engagement politique. L'analyse repose sur trois méthodes : (1) une enquête en ligne auprès d'environ 500 personnes ayant manifesté leur intérêt pour un mini-public (sur 7 panels), (2) 44 entretiens semi-structurés réalisés dans les trois régions linguistiques, et (3) une «conjoint survey» menée auprès d'un échantillon représentatif de la population suisse (env. 4000 réponses sur 27'000 invitations). Les premiers résultats montrent que les femmes sont surreprésentées dans le groupe des individus critiques, qui privilégient des formes d'engagement alternatives et accordent de l'importance à une compensation financière, même modeste, pour participer à un mini-public, mais aussi parmi les profils civiques, motivés par le sens du devoir. Les personnes issues de l'immigration sont particulièrement motivées par la recherche de reconnaissance et d'intégration.